



Le 23 septembre 2021

Monsieur le Président du CDAS 31,

La CGT dénonce encore une fois le gel de la valeur du point d'indice qui se traduit par un appauvrissement des personnels de la fonction publique et des pertes conséquentes de pouvoir d'achat. (Pour mémoire, depuis le 1^{er} janvier 2000, le point d'indice a perdu plus de 20 % de sa valeur). Cette situation est d'autant plus grave en cette période où les tarifs du gaz et de l'électricité augmentent fortement ainsi que le prix de l'essence et de nombreux produits alimentaires.

D'autre part, nous assistons à une casse du service public à travers la détérioration de nos missions :

- la DGDDI est en cours de dépeçage et les agents se sentent abandonnés et déstabilisés par rapport à leur avenir. Ces restructurations se font au détriment de l'humain. Les notions de métiers sont brisées.

- la DGFIP continue d'être sabordée avec des suppressions d'emploi (21 906 depuis 10 ans) répétées chaque année et de nombreux emplois vacants budgétés mais non pourvus.

La CGT revendique un plan de recrutement massif de fonctionnaires à statut pour combler les manques dans les services.

Elle demande l'arrêt des fermetures de trésoreries et des fusions dont aucune analyse n'est tirée.

- les agents CCRF, éclatés au niveau régional et départemental dans des structures interministérielles en réorganisation depuis plus d'une décennie, alors même que les secrétariats généraux communs, les DREETS, DDETS et DDETSPP viennent d'être créés, vont subir à nouveau, avec le projet stratégique pour l'administration territoriale de l'État (PSATE) une priorisation des missions qui se traduira par une nouvelle série d'abandons, de privatisations, d'externalisations et de transferts de politiques publiques.

L'action sociale qui se profile aujourd'hui n'est pas celle que veulent les agents du ministère. Il est urgent de stopper toutes les réformes nuisibles et de donner les moyens adéquats pour une action sociale de qualité.

La politique du ministère en la matière est à l'image de celle qu'il inflige à ses services et à ses directions de réseau avec la remise en cause des missions et des statuts des agents. Cette régression se manifeste par la baisse incroyable du budget alloué à l'action sociale depuis plusieurs années et au scandale que constitue le bradage du patrimoine immobilier

de l'Etat au profit de prestataires privés vers lesquels Bercy compte orienter ses agents pour leurs loisirs.

Dans notre département, de nombreux collègues nous ont indiqué avoir apprécié les actions proposées et tout particulièrement la journée au zoo et les différentes sorties sur la péniche.

Des actions innovantes, telles que l'initiation à la sophrologie ou à la communication, ont permis aux agents de trouver des clés pour un mieux-être en ces périodes particulièrement difficiles.

La baisse de la dotation constitue une barrière à d'autres actions qui pourraient être proposées aux agents et nous le regrettons amèrement.

Concernant la tenue de cette séance, la CGT s'étonne que les documents indispensables à sa préparation n'aient été disponibles que le lundi 20/09, et suite à nos demandes répétées, alors qu'ils auraient dû être à la disposition des représentants du personnel le 14/09 au soir au plus tard.

Cette situation est inadmissible et ne permet pas de préparer le CDAS dans des conditions acceptables.

En outre, suite à la lecture du PV du 24/06, nous avons relevé des propos prêtés à la CGT qui, sortis de leur contexte, ne reflètent pas la tonalité des débats.

Pour cette raison, nous demandons le retrait de certaines de ces assertions.

Les représentant.e.s CGT FINANCES CDAS 31